\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Procurador General del Estado

Javier Alonso Pacheco Palacios

Fiscalía de la Nación

Av. Abancay cdra. 5, (Sede Central)

Lima

PERU

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Concerne : *«Asociación de víctimas de Andahuaylas»*

Monsieur le Procureur général,

Au moins six personnes ont été tuées et de nombreuses autres grièvement blessées lors de manifestations liées à la crise sociopolitique dans le sud du Pérou en décembre 2022. Les forces de sécurité ont violemment réprimé les manifestations dans la ville d'Andahuaylas et dans le village voisin de Chincheros. Au moins quatre des victimes ont été exécutées de manière extrajudiciaire. Ces incidents n'ont pas encore fait l'objet d'une enquête.

En réaction à ces violences, les proches des victimes ont fondé une organisation, l'*Asociación de víctimas de Andahuaylas*, avec pour principale revendication que les actions des forces de sécurité ne restent pas impunies. À ce jour, les autorités n'ont pas veillé à ce que les victimes et leurs familles soient impliquées de manière significative dans les enquêtes menées par le Bureau du Procureur général, ni à ce que ces enquêtes soient menées de façon rapide, impartiale, indépendante et approfondie.

**Je me tourne donc vers vous pour vous demander d'écouter les victimes, et de veiller à ce que l'enquête pénale en cours sur les morts et les blessés lors des manifestations à Andahuaylas soit menée rapidement et de manière indépendante. Toutes les personnes impliquées doivent être tenues responsables.**

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Procureur général, à l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie:**

Ambassade du Pérou, Thunstrasse 36, 3005 Berne / Fax: 031 351 85 70 / E-mail: info@embaperu.ch

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

His Majesty

King Salman Bin Abdul Aziz Al Saud

The Custodian of the two Holy Mosques

Office of His Majesty the King

Royal Court

Riyadh

SAUDI-ARABIA

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Concerne : Sulaimon Olufemi

Sire,

Je vous écris car je souhaite vous faire part de ma vive préoccupation au sujet du citoyen nigérian Sulaimon Olufemi qui risque d'être exécuté dans votre pays après avoir été condamné à mort en 2005.

Sulaimon Olufemi faisait partie des centaines de travailleurs migrants qui ont été arrêtés en septembre 2002 à la suite d'un différend qui a entraîné la mort d'un policier saoudien. En mai 2005, Sulaimon Olufemi a été condamné à mort. Il a affirmé avoir été torturé lors des interrogatoires.

Sulaimon Olufemi est toujours incarcéré dans la prison de Dhaban et clame son innocence. Cependant, ses recours légaux ont été épuisés.

**Je vous demande donc poliment de gracier Sulaimon Olufemi qui a déjà purgé 20 ans de prison.**

Veuillez également organiser une enquête indépendante sur les allégations de torture et de mauvais traitements, et veiller à ce que Sulaimon Olufemi ait régulièrement accès au conseil juridique de son choix.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Votre Majesté, à l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copies:**

Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite, Kirchenfeldstrasse 64, 3005 Berne
Fax: 031 351 45 81 / E-mail: cemb@mofa.gov.sa ; saudia.be@bluewin.ch

His Excellency, Bola Ahmed Adekunle Tinubu, President of Nigeria,
Aso Rock Presidential Villa, Three Arms Zone, Federal Capital Territory, Abuja, Nigeria

Ambassade de la République Fédérale du Nigeria, Zieglerstrasse 45, 3007 Berne
Fax: 031 384 26 26 / E-mail: Nigeria.Berne@foreignaffairs.gov.ng ; info@nigerianbern.org